



PLAN BLEU
VOLUME ÉDITÉ
SÉRIE DE SUBVENTIONS FINANCIÈRES
SEPTEMBRE 2024

Démêler l'Impact des Subventions Nocives pour l'Environnement en Méditerranée

RÉSUMÉ ET PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT¹

Malgré l'élan international en faveur du développement durable, des pratiques non durables sont alimentées par des incitations économiques qui favorisent généralement une expansion de l'activité économique au détriment de la conservation et de la restauration, causant souvent des dommages environnementaux. Ces incitations sont également connues sous le nom de subventions préjudiciables à l'environnement (SPE). Elles sont définies comme un ensemble d'aides émanant, directement ou indirectement, d'une entité publique, favorisant la production ou la consommation nocive pour l'environnement en augmentant l'exploitation des ressources, le niveau de pollution ou la détérioration de la biodiversité. À l'échelle mondiale, les subventions créant des dommages environnementaux sont estimées être de 5 à 6 fois supérieures à celles bénéfiques pour l'environnement.

Les subventions préjudiciables à l'environnement posent un défi majeur pour de nombreux pays méditerranéens, chacun étant confronté à des circonstances uniques concernant leurs programmes de subvention. Pour certains, subventionner l'eau pour garantir un accès abordable est le plus gros problème. D'autres se concentrent davantage sur la fourniture de subventions pour la pêche, dans le but de stimuler l'activité économique dans le secteur maritime et/ou l'emploi dans les communautés côtières. De plus, plusieurs pays subventionnent encore la production de combustibles fossiles pour maintenir la sécurité énergétique, surtout compte tenu du contexte économique actuel difficile. À ce jour, bien que disparate, la Méditerranée a connu des progrès dans les efforts pour identifier et réformer les SPE. Certains pays ont pris des mesures proactives, tandis que dans d'autres cas, les pays en sont aux premiers stades de la prise de conscience de la question et de ses impacts, soulignant la nécessité de continuer à sensibiliser.

Les décisions et déclarations récentes du système PAM/PNUE soulignent la nécessité de promouvoir les instruments économiques et les réformes, telles que la réduction des subventions préjudiciables à l'environnement (y compris l'article 21 du Protocole sur la GIZC - 2009, le Cadre régional commun pour la gestion intégrée des zones côtières en Méditerranée - 2019, la Stratégie à Moyen Terme du PNUE/PAM 2022-2027). Par ailleurs, la réforme des subventions néfastes pour l'environnement est un objectif de la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable (SMDD) 2016-2025. Reconnaisant l'impact négatif de telles subventions sur l'environnement, la SMDD promeut leur réforme pour favoriser le développement durable. La direction stratégique 5.6 de la SMDD plaide pour un marché plus vert en intégrant le principe du pollueur-payeur et la responsabilité élargie des producteurs. Elle inclut des actions pour la réforme de la fiscalité environnementale et l'examen des subventions publiques afin d'éliminer progressivement les SPE. De plus, le renforcement des capacités régionales en instruments de marché est souligné. Pour faire face au changement climatique, la direction stratégique 4.4 se concentre également sur l'intégration du changement climatique dans les politiques et la réforme des subventions énergétiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. En réformant les SPE, la SMDD cherche à aligner les activités économiques sur les principes de durabilité, promouvant ainsi la santé écologique et économique à long terme en Méditerranée. Notre rapport soutient ces objectifs fondamentaux.

Plan Bleu, reconnaissant l'urgence de s'attaquer aux SPE en Méditerranée, s'est engagé dans la production de ce Volume Edité qui vise à mieux informer les décideurs en Méditerranée. Pour produire ce rapport, Plan Bleu a lancé un appel à communications en 2023 comme invitation ouverte aux chercheurs méditerranéens, principalement du milieu universitaire, les

RÉSUMÉ ET PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT

invitant à plonger dans les subtilités des subventions et de leurs impacts socio-économiques et environnementaux en Méditerranée. Huit propositions ont été sélectionnées et financées par Plan Bleu et sont présentées comme des chapitres tout au long de ce volume édité. Basées sur la pertinence et/ou la disponibilité des données, certains chapitres sont régionaux tandis que d'autres sont spécifiques à un pays, et tous fournissent des recommandations pertinentes pour le contexte méditerranéen. Cette approche «par les Méditerranéens, pour la Méditerranée» offre de précieuses perspectives, idées et pratiques diverses à travers la région.

La portée de ces chapitres réside dans leur capacité collective à aborder de manière holistique les défis posés par les subventions préjudiciables à l'environnement en Méditerranée.

Parmi les points clés à retenir :

Le premier chapitre fournit une compréhension des définitions, de l'évolution historique et des impacts des SPE.

- L'identification des SPE pose des défis en raison de définitions variées entre les organisations. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et l'OCDE offrent des définitions distinctes, tandis que la Banque Mondiale définit les SPE comme des dépenses fiscales directes destinées à influencer la production ou la consommation. Le manque de consensus complique les efforts de réforme. Les méthodes de mesure des SPE comprennent l'inventaire, l'écart de prix et le Cadre des Subventions Équivalentes pour les Producteurs et les Consommateurs (PSE-CSE).
- Les stratégies existantes liées à l'identification et à la réforme des SPE sont discutées, y compris la Stratégie de Budgétisation Verte de la France, le Catalogue Annuel des SPE de l'Italie et la Réforme des Subventions aux Combustibles Fossiles de l'Indonésie. Elles offrent des leçons précieuses sur la réforme des SPE, en mettant l'accent sur la transparence, la participation des parties prenantes et une approche équilibrée pour atteindre des résultats positifs.
- L'adoption d'un Cadre de Suppression Progressive et de Réforme est recommandée pour aider à identifier les mesures de compensation et assurer une approche harmonisée de la durabilité environnementale dans la région. Le cadre comprend des indicateurs transversaux qui permettent une analyse holistique des impacts de la réforme dans divers secteurs. Les indicateurs économiques proposés se concentrent sur l'évaluation des implications financières de la réforme des subventions, y compris les dépenses gouvernementales, les taux d'emploi, l'impact sur le PIB, l'investissement du secteur privé, l'indice des prix à la consommation et l'impact sur le commerce international. Les indicateurs environnementaux sont proposés pour suivre les changements dans les émissions de gaz à effet de serre, l'efficacité de l'utilisation des ressources, la qualité environnementale, la gestion des déchets et l'adoption de technologies respectueuses de l'environnement. Les indicateurs sociaux sont proposés pour évaluer l'impact de la réforme sur la distribution des revenus, l'équité entre les genres et les générations, les résultats en matière de santé, l'accès aux services sociaux et aux infrastructures, et l'engagement communautaire. Pour renforcer la responsabilité, le cadre suggère des mécanismes tels que le filtrage et l'évaluation de l'allocation budgétaire gouvernementale, la surveillance et le suivi des processus de réforme, et la participation inclusive des parties prenantes.

RÉSUMÉ ET PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT

Le deuxième chapitre dissèque les liens complexes entre les subventions à la pêche et les écosystèmes marins. Il pose les bases pour comprendre comment les “mauvaises” subventions peuvent contribuer à la surpêche et aux pratiques non durables tandis que les “bonnes” subventions peuvent améliorer les sources de revenus et simultanément augmenter les stocks de poissons.

- Les subventions à la pêche peuvent avoir des impacts variés sur les résultats socio-écologiques, selon leur type et leur mise en œuvre. Nous adoptons le système de classification proposé par Sumaila et al. (2010) et analysons les subventions à la pêche à travers le prisme de leur impact sur la santé des écosystèmes marins. Les subventions à la pêche peuvent être classées en trois catégories : celles qui renforcent la capacité, celles qui sont bénéfiques et celles qui ont un impact ambigu. Les subventions qui renforcent la capacité, comme les subventions au carburant et le soutien à la construction de navires, contribuent souvent à la surpêche et à la dégradation marine. Les subventions bénéfiques, y compris les mesures de gestion des pêches et le soutien aux aires marines protégées, peuvent améliorer à la fois les stocks de poissons et le bien-être socio-écologique. Les subventions à impact ambigu représentent la catégorie finale des subventions à la pêche, caractérisée par leurs résultats incertains ou peu clairs. Par exemple, le soutien direct au revenu des pêcheurs, les programmes de rachat de navires et le soutien fourni aux communautés de pêche artisanale rurales peuvent être soit bénéfiques, soit néfastes pour les stocks de poissons et la santé marine, selon les spécificités du contexte et la manière dont elles sont effectivement mises en œuvre. À l'échelle mondiale, les subventions néfastes à l'environnement dans le secteur de la pêche sont courantes, environ 60% étant considérées comme préjudiciables en raison de leur contribution à la surpêche et à la dégradation marine. Une réaffectation stratégique des subventions et des efforts politiques ciblés sont nécessaires.
- Le chapitre utilise des données de la Turquie, un pays qui a fait des progrès vers une approche plus respectueuse de l'environnement dans la pêche, en modifiant son «mix de subventions» vers des outils plus vertueux, reflétant les tendances observées dans d'autres pays euro-méditerranéens de l'UE. Les subventions à la pêche en Turquie ont connu des changements remarquables entre les périodes de 2000-2011 et 2012-2020. Au cours de la période précédente, les subventions renforçant la capacité dominaient, en particulier les concessions fiscales sur le carburant, représentant 63,1% de toutes les subventions. Les subventions bénéfiques représentaient 36,9%, principalement allouées aux dépenses de gestion et de mise en œuvre. En revanche, au cours de la période 2012-2020, la Turquie a connu une diminution de la part des subventions renforçant la capacité à 43,9%, tandis que les subventions bénéfiques ont augmenté à 50,4%. Les subventions ambiguës, y compris le soutien aux revenus des pêcheurs et les programmes de rachat de navires, ont émergé au cours de cette période, bien que avec une part moins importante.
- Des défis persistent, soulignant la nécessité d'efforts supplémentaires. L'analyse des ressources halieutiques révèle une image nuancée, avec un déclin des captures marines et des changements notables dans la composition des espèces, laissant présager des changements sous-jacents dans l'écosystème. Alors que la pêche artisanale a montré une relative stabilité, la pêche industrielle a vu une activité accrue malgré des initiatives telles que le programme de rachat de navires. Bien que conçus pour réduire la taille de la flotte, de tels programmes peuvent involontairement entraîner une augmentation de l'effort de pêche par navire, exacerbant la pression sur les ressources marines. L'interaction complexe entre les subventions à la pêche, la dynamique de la flotte et les indicateurs écologiques souligne

RÉSUMÉ ET PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT

la nécessité de réformes complètes des subventions. Le chapitre discute de la manière dont l'accent devrait être mis sur les subventions qui encouragent la conservation en diminuant davantage les subventions nocives, complétées par une gouvernance adaptative participative. Soutenir les communautés locales est également essentiel, tandis que des incitations aux pratiques de pêche responsables sont nécessaires, en soutenant la désignation et la gestion des aires marines protégées (AMP) pour conserver les habitats critiques et les stocks de poissons vulnérables.

Le troisième chapitre aborde une lacune critique dans la compréhension des subventions aux combustibles fossiles, en utilisant une modélisation économique pour démêler l'impact des SPE sur les émissions de dioxyde de carbone dans la région méditerranéenne.

- La consommation croissante de combustibles fossiles a conduit à une augmentation des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) et de gaz à effet de serre (GES), entraînant une pollution environnementale significative et contribuant au changement climatique. La littérature récente a mis en lumière les impacts socio-économiques et environnementaux des subventions aux combustibles fossiles (SCF) tant au niveau national que mondial. Des études ont montré que les SCF augmentent le coût de l'atténuation du changement climatique et sont associées à des émissions plus importantes. Mais les études sur la région méditerranéenne sont limitées.
- Le chapitre vise à combler cette lacune dans la littérature en évaluant l'impact des SCF sur la transition vers une économie bas-carbone dans les pays méditerranéens, en utilisant les données de l'inventaire de l'OCDE sur les SCF (qui couvre 8 pays méditerranéens). La recherche permet d'examiner la répartition des SCF entre différentes sources d'énergie et entre type de bénéficiaires. L'analyse de la répartition des SCF révèle que le pétrole a été la source d'énergie la plus subventionnée au cours des 12 dernières années parmi les membres de l'OCDE dans la région méditerranéenne, avec des augmentations récentes des subventions pour le gaz naturel et la combustion du charbon en raison de la hausse des prix de l'énergie. Notamment, les subventions ont principalement profité aux consommateurs, suivis par les producteurs et les services généraux au cours de la période 2010-2021. En ce qui concerne l'analyse économétrique, le chapitre utilise des méthodes de données de panel pour évaluer le lien entre les SCF et les émissions de GES par habitant de 1990 à 2021. Les résultats indiquent qu'une augmentation des SCF entraîne en effet des émissions par habitant plus élevées, les subventions au gaz naturel ayant un impact positif significatif sur les émissions. De plus, le PIB contribue de manière significative aux émissions par habitant, suggérant que les pays plus riches émettent plus de GES par personne.
- De plus, le chapitre cherche à compiler un inventaire complet des subventions au charbon et à analyser leur corrélation avec les émissions de GES. Des données disponibles pour la Turquie permettent de le faire, en détaillant les mécanismes de subvention existants tels que les transferts directs, les exonérations fiscales et les garanties de prix. Des implications politiques sont tirées, plaidant pour le retrait progressif de telles subventions et la promotion de sources d'énergie renouvelables. Les étapes clés comprennent l'annonce de délais réalistes pour éliminer progressivement l'extraction et la combustion des combustibles fossiles, la réalisation d'évaluations complètes des subventions préalables à la réforme et la mise en œuvre de politiques de soutien et de stratégies de communication. Les expériences du Maroc et de l'Égypte dans la réforme des subventions aux combustibles fossiles sont évoquées, car elles fournissent des informations précieuses et une inspiration pour les pays voisins. Au

RÉSUMÉ ET PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT

Maroc, une approche progressive a permis un ajustement progressif des prix des carburants, minimisant les perturbations sociales et économiques. En Égypte, bien que les réductions de subventions aient été importantes, des mesures compensatoires telles que l'extension des pensions de sécurité sociale, les programmes de transferts monétaires et de nouveaux impôts sur les ménages plus aisés ont contribué à atténuer les effets négatifs sur les plus vulnérables.

Le quatrième chapitre explore l'intersection des politiques énergétiques et de l'emploi féminin.

- La sous-représentation des femmes dans le secteur de l'énergie persiste à l'échelle mondiale et dans la région méditerranéenne, avec seulement environ 15 % de l'emploi sectoriel occupé par des femmes. Les secteurs énergétiques traditionnels continuent de recevoir des subventions qui sont préjudiciables à l'environnement mais qui impactent également de manière disproportionnée les femmes, entravant leur engagement dans le secteur. Le chapitre produit une évaluation empirique de la relation entre les subventions énergétiques et l'emploi féminin dans 18 pays méditerranéens de 2010 à 2021. Les données sur le PIB par habitant, le taux de chômage féminin, les taux de fécondité et les subventions aux combustibles fossiles ont été analysées pour comprendre les dynamiques de l'emploi féminin dans le secteur de l'énergie. L'analyse confirme les indications selon lesquelles des niveaux plus élevés de subventions sont associés à des taux d'emploi féminin plus faibles.
- De plus, une enquête a été menée en Grèce pour évaluer l'inclusion des femmes dans le secteur de l'énergie, fournissant des informations qualitatives pour compléter les données quantitatives. La Grèce sert d'étude de cas illustrative de la région méditerranéenne, car elle se situe au milieu de la distribution des revenus dans la région, tandis que les investissements augmentent dans toutes les parties du secteur de l'énergie grec, y compris dans les sources d'énergie conventionnelles et renouvelables. Bien que les répondants aient généralement exprimé une opinion positive quant aux investissements de l'industrie créant des opportunités d'emploi pour les femmes et aient reconnu les compétences et la compétence des candidates féminines, ils ont également fait écho aux conclusions mondiales suggérant qu'il y a des progrès à faire pour accroître la participation des femmes dans le secteur de l'énergie.
- Les considérations politiques découlant du chapitre comprennent l'élimination progressive des subventions inefficaces tout en veillant à ce que les réformes n'entravent pas l'inclusion des femmes dans la main-d'œuvre du secteur de l'énergie. Il est recommandé de rediriger les fonds des subventions pour soutenir les entreprises appartenant à des femmes, de fournir un mentorat et des opportunités de financement, et de mettre en œuvre des politiques sensibles au genre. La collaboration entre les parties prenantes, y compris les gouvernements, l'industrie, le milieu universitaire et la société civile, est cruciale pour favoriser la diversité de genre au sein du secteur.

Le cinquième chapitre cherche à fournir des stratégies éclairantes en examinant l'influence des subventions aux combustibles fossiles sur l'interaction entre le stress hydrique et la consommation d'énergie.

- L'interaction entre le stress hydrique, les subventions aux combustibles fossiles et la consommation d'énergie est complexe et nécessite une considération prudente dans la

RÉSUMÉ ET PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT

formulation des politiques. La relation implique des facteurs tels que le sentiment public, l'utilisation de l'eau dans la production de combustibles fossiles et le risque de pollution de l'eau par les activités d'extraction. Le chapitre se concentre sur des données de l'Algérie, dont l'économie politique a historiquement reposé sur les combustibles fossiles pour stimuler la stabilité socio-économique et promouvoir le développement économique grâce aux subventions. L'analyse économétrique indique qu'une augmentation des subventions aux combustibles fossiles entraîne des niveaux de stress hydrique plus élevés, une consommation d'énergie accrue, une croissance du PIB et une inflation. Cela souligne le compromis entre les activités économiques stimulées par la production de combustibles fossiles et les impacts environnementaux. Pendant ce temps, les chocs de stress hydrique influencent les ajustements des subventions aux combustibles fossiles, de la consommation d'énergie, du PIB et de l'inflation. Bien qu'il y ait un effet initial de conservation sur la consommation d'énergie, la tendance évolue vers une trajectoire positive avec le temps, soulignant l'importance des pratiques énergétiques durables. Enfin, les chocs de consommation d'énergie affectent les subventions aux combustibles fossiles, le stress hydrique, le PIB et l'inflation. Initialement, il y a une réponse positive des subventions aux combustibles fossiles à une consommation d'énergie accrue, suivie d'un ajustement politique potentiel pour réduire les subventions. La consommation d'énergie affecte également le stress hydrique et le PIB, indiquant une relation multifacette.

- Les réponses aux chocs des subventions aux combustibles fossiles démontrent une interaction complexe entre les facteurs environnementaux et économiques. La réduction des subventions aux combustibles fossiles pourrait atténuer le stress hydrique, réduire la consommation d'énergie et stabiliser les budgets nationaux, favorisant un développement économique durable et réduisant la dépendance aux combustibles fossiles. De plus, cela pourrait aider à atténuer les pressions inflationnistes associées aux subventions élevées. Les conclusions préconisent la réduction progressive des subventions aux combustibles fossiles, avec une réallocation des ressources vers l'expansion des sources d'énergie renouvelable, tout en protégeant les populations vulnérables par le biais de mesures sociales. Les plans ambitieux de l'Algérie pour l'énergie solaire et éolienne démontrent un engagement envers le développement des énergies renouvelables.

Le sixième chapitre vise à analyser les défis et les opportunités pour garantir simultanément la durabilité à long terme des subventions à l'eau ainsi que l'équité sociale.

- Le chapitre évalue la viabilité des subventions à l'eau et leurs implications pour le processus de désalinisation intensif en énergie. Les subventions à l'eau offrent des avantages, notamment en assurant un accès abordable à l'eau pour l'ensemble de la population, en favorisant le développement agricole, en améliorant la qualité de l'eau par la désalinisation, en réduisant la dépendance aux précipitations et en encourageant la durabilité dans les pratiques de gestion de l'eau. Cependant, ces subventions présentent également des inconvénients. Le coût élevé de la gestion de l'eau met une pression significative sur les budgets nationaux, tandis que le système de subventions peut exacerber les inégalités. De plus, il existe une dépendance aux investissements publics pour maintenir les ressources en eau, et la dépendance continue aux ressources non renouvelables perpétue un développement non durable. En outre, le processus de désalinisation peut avoir des effets néfastes sur les écosystèmes marins.
- Le chapitre se concentre sur l'Algérie, représentative d'un pays méditerranéen confronté à des défis liés à la pénurie d'eau, exacerbés par l'aridité climatique, la croissance démographique,

RÉSUMÉ ET PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT

l'urbanisation et le changement climatique. Le gouvernement algérien a entrepris des initiatives ambitieuses, notamment l'installation d'usines de désalinisation et l'expansion de la capacité de stockage des eaux de surface, pour atténuer l'impact de la pénurie d'eau. L'engagement du pays en matière de politique de l'eau est évident dans ses efforts pour augmenter l'approvisionnement en eau afin de répondre aux besoins de sa population croissante. Le chapitre analyse diverses stratégies de tarification de l'eau en Algérie pour évaluer leur impact sur le bien-être des consommateurs. À travers une analyse économétrique, il explore plusieurs scénarios, notamment l'augmentation des prix moyens de l'eau, l'ajustement des blocs tarifaires et la simulation de la désalinisation de l'eau de mer. Les résultats indiquent que si les limitations d'approvisionnement peuvent moduler positivement la demande d'eau, les changements dans les politiques de tarification affectent significativement le bien-être des consommateurs, équivalant à environ 2,4 % du revenu mensuel d'un ménage. La mise en œuvre d'un système de tarification de l'eau national uniforme et progressif pourrait équilibrer l'équité sociale et la gestion durable de l'eau, minimisant la perte de bien-être et encourageant les contributions au coût réel de production de l'eau.

- Le chapitre plaide pour la participation des citoyens aux coûts de production de l'eau, promouvant une consommation rationalisée et une utilisation efficace de l'énergie. Les mesures pratiques recommandées pour les pays méditerranéens comprennent le renforcement du droit de l'eau, la réévaluation des politiques d'urbanisation, la révision tarifaire, la mise en place de tarifs d'eau solidaires et le lancement de campagnes de sensibilisation du public.

Le septième chapitre dissèque les impacts de différentes stratégies touristiques sur l'utilisation des terres, soulevant des questions sur le rôle potentiel de subventions spécifiques au tourisme dans l'influence de la résilience au changement climatique.

- Le chapitre examine les villes côtières de Toulon et de Kuşadası, toutes deux animées par le tourisme comme moteur économique principal. Toulon, avec ses paysages naturels pittoresques et son importance historique, attire plus de 8 millions de touristes chaque année. Kuşadası, connue pour son port de croisière animé et ses sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO, accueille jusqu'à 2 millions de visiteurs pendant les saisons de pointe. À l'aide de l'analyse SIG et des matrices de transition, l'analyse évalue les changements passés et potentiels dans l'occupation des terres, en tenant compte des prédictions du GIEC sur le changement climatique.
- Les résultats indiquent que les pratiques d'urbanisation de longue date de Toulon ont conduit à la stabilité des catégories d'utilisation des terres le long de sa bande côtière, soutenues par des efforts proactifs de conservation de l'environnement. En ce qui concerne Kuşadası, le soutien à l'infrastructure touristique a stimulé l'économie locale, entraînant des gains financiers significatifs, mais des investissements environnementaux supplémentaires pourraient être nécessaires pour atténuer suffisamment l'impact du changement climatique sur ses atouts naturels. Cela semble également vrai pour Toulon, bien que les effets du changement climatique soient projetés pour se manifester à un stade ultérieur.
- En réfléchissant à l'impact du soutien au tourisme, on observe à la fois des traits communs et des disparités entre les villes côtières. À Toulon, certaines subventions sont allouées pour promouvoir des pratiques touristiques durables, contribuant au développement économique tout en minimisant les impacts environnementaux. Le développement touristique de Kuşadası semble principalement reposer sur des subventions visant à développer le secteur

RÉSUMÉ ET PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT

du tourisme, en particulier dans le développement de l'infrastructure. Les conclusions provisoires sur la relation entre les subventions et le développement touristique sont limitées en raison de l'insuffisance de données complètes et comparables sur le soutien financier dans les deux régions. De futures recherches devraient donner la priorité à l'acquisition de jeux de données détaillés couvrant les formes de soutien direct et indirect. Établir un lien plus clair entre le soutien au tourisme et les tendances en matière de gestion des terres nécessite des efforts de collecte de données complets, des études longitudinales suivant les changements au fil du temps et des méthodes de recherche qualitative pour comprendre les perceptions et les comportements des parties prenantes. La création d'une méthodologie méditerranéenne commune pour différencier entre le soutien au tourisme nocif pour l'environnement et celui favorable est crucial pour un développement durable.

Le huitième chapitre est tourné vers l'avenir et vise à répondre à la question de savoir comment utiliser de manière efficace et efficiente le meilleur mélange de politiques fiscales pour accélérer le processus de transition énergétique en Méditerranée. Une attention particulière a été accordée à la décarbonisation de l'industrie de l'alimentation car l'électricité est la principale source d'énergie utilisée non seulement pour la production industrielle mais aussi pour les secteurs du chauffage et des transports.

- Bien que l'un des points de focalisation soit le Cadre juridique de l'Union européenne (UE) sur les aides d'État car il est obligatoire pour les États membres de se conformer aux règles de l'UE en matière d'aides d'État, les régimes d'incitation soutenus pour la génération d'énergie renouvelable dans ce chapitre sont applicables dans tous les pays méditerranéens. En ce qui concerne les incitations fiscales (vertueuses), les systèmes de tarifs de rachat (FIT) semblent être les régimes de soutien les plus efficaces pour promouvoir et soutenir l'électricité renouvelable. Cependant, tous les programmes FIT ne sont pas réussis, certains pourraient augmenter la charge financière des contribuables. La faisabilité politique des programmes varie selon les pays ; par exemple, les programmes RPS aux États-Unis chargent directement l'industrie de l'électricité, tandis que des taxes plus élevées sont préférées dans l'UE.
- On peut soutenir qu'aucun régime, à lui seul, ne serait suffisant pour atteindre les meilleurs résultats pour les objectifs de transition vers les énergies renouvelables. Dans ce sens, un point crucial est également de fixer le prix des externalités négatives grâce aux taxes sur le carbone. Les résultats de la littérature soulignent à quel point les taxes sur le carbone pourraient être efficaces pour les industries intensives en carbone. Certains pays peuvent facilement introduire et appliquer des taxes environnementales, de la même manière que la Finlande, la Suède, la Norvège et le Danemark ont introduit la taxe sur le carbone au début des années 1990. Mais l'introduction de nouvelles taxes peut susciter des résistances. Pour prévenir cela, des mécanismes incitatifs doivent également être associés à l'introduction de nouvelles taxes.
- Lors de la conception d'incitations fiscales en Méditerranée, la Convention de Barcelone et ses protocoles peuvent fournir un cadre complet. Le soutien aux énergies renouvelables semble être la voie à suivre, à condition que les problèmes de pollution, de promotion de l'économie verte, d'énergie durable et de consommation et de production soient toujours pris en compte.

RÉSUMÉ ET PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT

Un chapitre de conclusions offre quelques réflexions supplémentaires sur la manière de faire avancer la réforme des subventions nuisibles à l'environnement, ainsi que sur les axes clés à prendre en compte et qui pourraient être étudiés plus en détail dans de futurs rapports.

- Tout d'abord, il apparaît nécessaire de remplacer les subventions nuisibles à l'environnement par des instruments économiques verts. Ces instruments, tels que les taxes, les subventions (vertueuses) et les mesures réglementaires, visent à internaliser les coûts environnementaux, à promouvoir la durabilité et à stimuler l'innovation et la création d'emplois. La transition des subventions nocives aux instruments verts est cruciale pour corriger les distorsions du marché, promouvoir l'équité sociale et stimuler une croissance économique durable dans la région méditerranéenne. De plus, la réforme est cruciale pour garantir les ressources financières nécessaires au développement durable, surtout face aux pressions budgétaires renouvelées dans la sphère publique.
- Deuxièmement, renforcer la responsabilité sociale des entreprises (RSE) parmi les entreprises opérant dans la région est une autre voie à explorer pour relever les défis. La RSE implique des actions volontaires des entreprises pour promouvoir la durabilité sociale, environnementale et économique au-delà des obligations légales. Les gouvernements, les entreprises et la société civile doivent collaborer pour créer un environnement favorable à la promotion de la RSE grâce à des normes, des incitations et une transparence.
- Enfin, la coopération intersectorielle et l'application des réglementations sont cruciales pour la mise en œuvre réussie des politiques. L'alignement avec la SMDD et l'établissement d'une taxonomie verte spécifique à la Méditerranée peuvent orienter les investissements vers des projets écologiquement durables et promouvoir la transparence et la responsabilité dans le financement des initiatives de développement durable. Le PNUE/PAM peut jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de cette taxonomie en réunissant les parties prenantes et en concevant des critères adaptés aux défis et aux opportunités uniques de la région.

RÉSUMÉS DES CONTRIBUTIONS

Chapitre 1. Mesurer les progrès et la transparence dans l'élimination des subventions nocives pour l'environnement : un cadre global pour la région méditerranéenne

Auteurs : Roberta Milo & Jérémie Fosse

Ce chapitre offre une compréhension approfondie des définitions, de l'évolution historique et des impacts des subventions nocives pour l'environnement (SNE). Il propose ensuite un cadre global pour le suivi, l'évaluation et la responsabilisation dans le processus d'élimination progressive des SNE dans la région méditerranéenne. Le cadre proposé, nommé le Cadre de Réforme et de Suppression des SNE en Méditerranée (EHS-MedFRAME), introduit des indicateurs intersectoriels et multidimensionnels pour suivre les impacts socio-économiques et environnementaux résultant du processus de réforme. De plus, il intègre des mécanismes visant à renforcer la responsabilité politique et sociale.

En mettant l'accent sur l'importance de mener les réformes des SNE de manière à non seulement bénéficier à l'environnement, mais aussi à minimiser les externalités sociales et économiques, ce

RÉSUMÉS DES CONTRIBUTIONS

cadre analytique sert d'outil pour évaluer et suivre les impacts des réformes à travers ces trois dimensions. Il permet de déployer des mesures de soutien et de compensation afin d'atténuer les impacts socio-économiques négatifs sur des secteurs, des organisations ou des individus spécifiques, en accord avec les principes d'une transition juste, équitable et inclusive.

Ce cadre commun est conçu pour rationaliser le processus de réforme des subventions, en fournissant aux décideurs de la région méditerranéenne une boîte à outils standardisée pour suivre efficacement les impacts de la réforme des SNE. L'adoption de mécanismes de responsabilité robustes est également recommandée pour améliorer la transparence et le soutien sociétal. L'adoption de ce cadre au niveau régional devrait harmoniser les efforts de réforme, augmenter la collaboration régionale, renforcer la responsabilité sociale et politique, et atteindre les objectifs environnementaux tout en garantissant l'équité sociale et une transition juste.

Chapitre 2. Subventions à la pêche et leurs impacts sur la santé des écosystèmes marins en Méditerranée

Auteurs : Nazli Demirel, Pinar Ertör-Akyazi, Taner Yıldız

Au cours des deux dernières décennies, les subventions à la pêche nocives pour l'environnement, en particulier celles qui augmentent la capacité de pêche, ont posé des menaces significatives pour les stocks de poissons marins à l'échelle mondiale, y compris en Méditerranée. Malgré l'attention mondiale portée aux subventions à la pêche nocives, les études se concentrant sur leurs impacts dans des régions spécifiques, notamment la Méditerranée, sont restées limitées. Aujourd'hui, les scientifiques s'accordent sur la nécessité de supprimer ces subventions, car elles nuisent à la santé de l'environnement marin et bénéficient de manière inégale aux flottes de pêche industrielles. Cette étude examine les répercussions des subventions à la pêche sur la santé des écosystèmes marins en Turquie, un acteur clé dans les pêcheries méditerranéennes. Ces dernières années, la Turquie a progressé vers une approche plus respectueuse de l'environnement, modifiant son «mix de subventions» vers des outils plus vertueux sur le plan environnemental, suivant des tendances similaires à celles observées dans d'autres pays de l'UE en Méditerranée.

En utilisant des données provenant de sources pertinentes (montants monétaires des subventions à la pêche de l'OCDE, variations des captures d'espèces marines commerciales et des flottes de pêche de TURKSTAT et de la FAO, indicateurs écologiques de la santé des écosystèmes marins et suivi GPS des navires de pêche de la base de données Global Fishing Watch), nos résultats montrent que les subventions visant à augmenter la capacité de pêche, telles que les exonérations fiscales sur le carburant et le soutien aux infrastructures, ont principalement soutenu la pêche industrielle, sans pour autant entraîner une augmentation des taux de capture. En revanche, la Turquie a montré un engagement significatif envers les subventions bénéfiques visant à la conservation des ressources, qui ont constitué la majorité de son allocation de subventions ces dernières années. Cependant, ces subventions ont principalement été dirigées vers des mesures de contrôle plutôt que vers des initiatives de recherche. Bien que cette allocation ait ses mérites, il existe un potentiel pour améliorer leur efficacité en allouant une partie aux efforts de recherche. Les subventions ambiguës, comme les programmes de rachat de navires et le soutien aux revenus des pêcheurs, ont joué un rôle complexe. Alors que le soutien aux revenus des petits pêcheurs pourrait potentiellement encourager des pratiques de pêche durables, l'efficacité des

RÉSUMÉS DES CONTRIBUTIONS

programmes de rachat de navires pour réduire la pression globale de pêche est restée limitée. Dans l'ensemble, les tendances observées dans les pêcheries turques, notamment la diminution persistante des prises moyennes et la baisse du niveau trophique moyen des captures, malgré un effort de pêche accru et une réduction de la taille de la flotte, indiquent une opportunité d'optimiser davantage l'allocation des subventions à la pêche en faveur de pratiques de gestion des pêcheries plus durables.

Comme les tendances observées dans les pêcheries turques sont similaires à celles observées dans d'autres pays méditerranéens de l'UE, nous soulignons la nécessité d'un changement de paradigme en Méditerranée vers des pratiques de pêche durables, en réorientant les subventions vers la conservation, la recherche et le développement, une gouvernance participative et adaptative, ainsi que l'intégration des technologies avancées pour améliorer la transparence des données et le suivi des activités de pêche. La mise en œuvre de ce changement pourrait être complétée par une gouvernance adaptative participative impliquant différents acteurs tels que les pêcheurs, les scientifiques et les communautés côtières locales, mobilisant les connaissances écologiques traditionnelles des pêcheurs artisanaux côtiers, et soutenant leur capacité à gérer les ressources au niveau communautaire. Cela pourrait potentiellement atténuer les effets négatifs d'une réforme des subventions sur les revenus de la pêche et permettre une «transition juste» du secteur de la pêche en termes de résultats socio-économiques.

Chapitre 3. Aborder le lien entre les subventions aux combustibles fossiles et le changement climatique dans la région méditerranéenne

Auteur : Sevil Acar

Bien que la production de combustibles fossiles n'ait pas été un élément crucial pour tous les pays de la Méditerranée, de nombreux pays de la région continuent de soutenir ces combustibles en offrant diverses incitations et subventions étatiques au secteur. D'une part, les subventions aux combustibles fossiles (SCF) sont accordées avec l'intention honorable de réduire le coût de production d'énergie fossile, d'augmenter le prix reçu par les producteurs d'énergie ou de diminuer le prix payé par les consommateurs d'énergie. D'autre part, les SCF sont accusées d'accélérer l'épuisement des ressources naturelles, d'augmenter les émissions de gaz à effet de serre (GES), contribuant ainsi au réchauffement climatique, ainsi qu'à la pollution atmosphérique locale et aux problèmes de santé, tout en sapant la compétitivité des technologies d'énergie propre.

Les études examinant l'impact de ces subventions sur les émissions de gaz à effet de serre en Méditerranée d'un point de vue économique sont assez limitées en nombre et en envergure. Par conséquent, cette étude vise d'abord à combler cette lacune en utilisant l'inventaire de l'OCDE sur les SCF afin de déterminer si ces subventions freinent la transition vers une économie à faible émission de carbone dans les pays méditerranéens, en employant une approche de modélisation de données de panel. Le deuxième objectif de la recherche est de mener une analyse plus fine, en examinant les types spécifiques et les quantités de subventions au charbon dans un pays où l'approvisionnement énergétique repose principalement sur les combustibles fossiles. La Turquie a donc été choisie comme étude de cas, car elle offre une multitude de bases de données gouvernementales, de littérature, de législation, de rapports sectoriels et de projections techniques, nous permettant ainsi d'examiner de près la relation entre les SCF et les émissions de GES.

RÉSUMÉS DES CONTRIBUTIONS

Troisièmement, l'objectif est d'orienter les décideurs politiques en Méditerranée dans la restructuration des outils politiques visant à contribuer à l'atténuation du changement climatique et à la transition vers les énergies renouvelables. À cette fin, les expériences du Maroc et de l'Égypte sont également discutées, étant donné que ces pays du sud de la Méditerranée se sont engagés dans un processus de réforme similaire il y a plusieurs années.

Dans l'ensemble, nos résultats montrent que les SCF ont le potentiel d'augmenter les émissions de GES en Méditerranée. Malgré des intentions qui peuvent être nobles d'un point de vue social, les SCF ne parviennent pas à atteindre les objectifs escomptés. Nos conclusions soulignent le rôle clé que les pays méditerranéens peuvent jouer dans la définition de leur avenir énergétique face aux défis climatiques. Des échéances claires et réalistes pour mettre fin à l'extraction et à la combustion des combustibles fossiles sont nécessaires, soutenues par des politiques et des réglementations solides. Des mesures, telles que l'élimination progressive des SCF, en particulier pour le charbon, le pétrole et le gaz naturel, peuvent réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre et accélérer l'adoption des sources d'énergie renouvelables. Une réforme des systèmes fiscaux pour décourager la consommation de combustibles fossiles pourrait être nécessaire, mais des mesures doivent également être prises pour atténuer l'impact de la suppression des subventions sur les groupes vulnérables qui dépendent des combustibles fossiles pour le chauffage et la cuisine.

Des réformes politiques complémentaires, telles que des subventions énergétiques ciblées et des programmes d'emploi, peuvent aider à atténuer les pertes de bien-être et à garantir une transition juste. Enfin, des opportunités de collaboration régionale et internationale peuvent être saisies à travers des initiatives conjointes avec les pays voisins pour mutualiser les ressources collectives en matière de politiques énergétiques. Le Plan d'Action Régional de la MSSD sur la Consommation et la Production Durables en Méditerranée pourrait servir de cadre pour initier la suppression des SCF.

Chapitre 4. Inclusion de la main-d'œuvre féminine et politiques énergétiques dans les pays méditerranéens : Analyse basée sur une approche méthodologique mixte

Auteurs : Stella Tsani, Chrysoula Chitou, Karine Moukaddem et Valentina Dedi

Le secteur de l'énergie joue un rôle important dans la production et l'emploi dans la région méditerranéenne. Les politiques liées au secteur de l'énergie, telles que les subventions et le soutien à l'emploi local, ont des répercussions socio-économiques directes qui sont cruciales pour une transition énergétique opportune et juste dans la région. Cette étude explore les liens entre les politiques énergétiques et l'emploi féminin dans la région méditerranéenne, avec un accent particulier sur les subventions énergétiques et le soutien à l'emploi local dans le secteur de l'énergie. Pour atteindre cet objectif, une méthodologie en trois étapes est utilisée. Elle comprend : i) une revue systématique de la littérature qui permet d'établir une base de connaissances sur le sujet principal, ii) une évaluation empirique des liens entre les subventions énergétiques, tant au niveau de la production que de la consommation, et la participation des femmes à la main-d'œuvre, et iii) une analyse d'enquête du secteur de l'énergie en Grèce.

La revue de la littérature révèle une lacune dans les connaissances actuelles sur les liens entre les subventions énergétiques et l'emploi féminin en Méditerranée. L'évaluation économétrique de ces liens apporte des perspectives quantitatives. L'analyse de l'étude de cas, basée sur les résultats

RÉSUMÉS DES CONTRIBUTIONS

de l'enquête auprès des entreprises du secteur de l'énergie en Grèce, fournit des conclusions et des discussions plus nuancées. Les résultats empiriques confirment les liens négatifs entre les subventions aux hydrocarbures et la participation des femmes à la main-d'œuvre dans la région. Les résultats de l'enquête indiquent la nécessité de politiques équilibrées axées sur le genre, afin d'intégrer les objectifs et priorités locaux aux politiques de développement national et du secteur de l'énergie.

Ce document de politique souligne l'importance pour les décideurs de non seulement réévaluer les politiques existantes, mais surtout de développer des politiques avec une dimension sensible au genre à toutes les phases de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques énergétiques. Des politiques énergétiques inclusives en matière de genre, des initiatives de développement des compétences, des efforts pour pallier les asymétries d'information et une collaboration entre les parties prenantes concernées sont essentiels pour favoriser l'autonomisation des femmes et réduire les disparités de genre dans le secteur de l'énergie.

Chapitre 5. Alimenter l'avenir de l'Algérie : Mesurer l'empreinte des subventions aux combustibles fossiles sur la dualité nationale « Stress hydrique-Consommation énergétique » **Auteur : Hadjer Boulila**

Face aux défis environnementaux et à la demande énergétique croissante dans les pays méditerranéens du sud, il est impératif d'évaluer l'impact des subventions tant sur l'environnement que sur les conditions socio-économiques. Ce chapitre vise à fournir des stratégies éclairées en examinant l'influence des subventions aux combustibles fossiles sur l'interaction entre le stress hydrique et la consommation d'énergie en Algérie. Les subventions aux combustibles fossiles en Algérie ont été initialement mises en place par le gouvernement pour favoriser une société de classe moyenne prospère et protéger les populations vulnérables. De plus, lors de la crise pétrolière, ces subventions se sont révélées essentielles pour la gestion des prix et la réduction de la volatilité. Mais avec le temps, leur envergure et leur influence se sont étendues. À travers un modèle complet, nous soulignons les implications significatives des politiques fiscales gouvernementales, notamment les subventions à la production de combustibles fossiles, sur la rareté de l'eau et l'utilisation énergétique locale. En s'appuyant sur une analyse économétrique robuste et des preuves empiriques, le chapitre propose des recommandations politiques concrètes. Il préconise une réduction progressive des subventions aux combustibles fossiles, avec une réallocation des ressources vers l'expansion des sources d'énergie renouvelables comme l'énergie solaire et éolienne, qui sont abondantes dans la région. De plus, il propose des mesures de soutien ciblées, y compris des subventions directes pour l'accès aux énergies renouvelables et le renforcement des filets de sécurité sociale, afin de protéger les populations vulnérables durant la transition. En mettant en avant la nécessité de transparence, le chapitre souligne l'importance des rapports publics réguliers et de l'engagement des parties prenantes dans le processus de réforme. Ces recommandations sont pertinentes pour tous les pays méditerranéens, car la situation examinée reflète les défis et les opportunités régionaux plus larges.

RÉSUMÉS DES CONTRIBUTIONS

Chapitre 6. Subventions à l'eau, désalinisation et gestion durable des ressources : Perspectives de l'Algérie

Auteurs : Samir B. MALIKI, Mourad KERTOUS, Myriam BEN SAAD, Rym BEN SAAD, Abdelhadi BENGHALEM

La désalinisation de l'eau est un processus énergivore, et sa durabilité est influencée par les subventions et politiques énergétiques dans les pays méditerranéens. Les subventions énergétiques peuvent avoir des effets à la fois positifs et négatifs sur la désalinisation de l'eau dans la région, selon leur structure et leur impact sur le coût et l'accessibilité de l'énergie. Ce chapitre vise à éclairer les efforts importants de l'Algérie en matière de gestion des subventions à l'eau ces dernières années, en cherchant à analyser les défis et les opportunités pour garantir simultanément la durabilité à long terme des subventions à l'eau tout en assurant l'équité sociale, un double objectif que l'Algérie a privilégié. Malgré le nombre limité d'études analytiques sur le cas algérien, notre méthodologie se concentre sur l'analyse des réglementations récentes en matière de ressources en eau, le processus décisionnel concernant la construction des usines de désalinisation et les tendances de la consommation de gaz naturel domestique dans un contexte d'investissement stagnant dans l'industrie des hydrocarbures. En utilisant une analyse descriptive basée sur des données de la Banque mondiale, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de la consommation énergétique domestique de l'Algérie, nous examinons six scénarios liés à la politique de subventions de l'Algérie et à la tarification de l'eau. Nos résultats fournissent non seulement des perspectives précieuses pour les décideurs politiques dans la gestion des scénarios de subventions, mais soulignent également l'importance du rôle de l'Algérie en tant que pays producteur d'énergie pour soutenir la croissance économique, particulièrement face aux défis du changement climatique prévalents dans la région méditerranéenne. Notre analyse suggère l'importance de la collaboration internationale et des réformes politiques nationales, telles que le renforcement de la législation sur l'eau, la révision des structures tarifaires pour les aligner sur les normes internationales et les revenus locaux, et l'établissement de cadres institutionnels pour lutter contre le gaspillage et la pollution de l'eau. Les scénarios 3 et 4 présentent des opportunités de prise de décision optimales avec des répercussions socio-économiques minimales, mettant en lumière le potentiel des interventions politiques équilibrées.

Chapitre 7. « Les effets antagonistes des stratégies de l'industrie du tourisme sur la gestion de l'utilisation des terres : Analyse comparative de Toulon et de Kuşadası »

Auteurs : Eloise Leguerinel, Myriam BenSaad et Vincent Monier

Ce chapitre vise à examiner l'impact de deux politiques touristiques distinctes, en utilisant à la fois des perspectives géographiques et économiques, et en proposant des méthodologies quantitatives et qualitatives. En examinant rétrospectivement l'évolution du tourisme dans ces régions, ce chapitre cherche à illustrer comment les approches différentes de la gestion touristique peuvent entraîner des résultats environnementaux variés, au-delà des simples changements dans l'utilisation des terres. Notre analyse révèle des résultats contrastés entre Toulon et Kuşadası. La côte de Toulon montre une stabilité, attribuée à une urbanisation de longue date, tandis que Kuşadası présente une plus grande divergence, influencée par un développement rapide depuis les années 1980. Les impacts du changement climatique devraient apparaître plus tôt à Kuşadası qu'à Toulon. De plus, nous soulevons des questions sur le rôle potentiel des subventions touristiques spécifiques dans l'influence de ces résultats, soulignant

RÉSUMÉS DES CONTRIBUTIONS

la nécessité d'une classification plus nuancée du soutien financier au secteur du tourisme. À Toulon, les subventions soutiennent des objectifs spécifiques tels que la réduction de l'impact environnemental du tourisme et la promotion des pratiques durables. En revanche, à Kuşadası, la croissance économique semble être l'objectif principal. La prudence est de mise lorsqu'on tire des conclusions sur la relation entre les subventions et le développement touristique en raison de données limitées et incomparables. Les études futures pourraient établir un lien plus clair entre les types de subventions et les tendances en gestion des terres grâce à des études longitudinales et à une collaboration interdisciplinaire entre chercheurs.

Chapitre 8. Incitations fiscales et transition énergétique du point de vue juridique : Analyse des meilleures pratiques adaptées à la décarbonisation de la région méditerranéenne

Auteur : Merve Ergun

Ce chapitre vise à répondre à la question de savoir comment utiliser de manière efficace et efficiente le meilleur mélange de politiques fiscales pour accélérer le processus de transition énergétique dans la région méditerranéenne, en tenant compte du cadre juridique international existant et de la législation de l'UE. Pour ce faire, une attention particulière est accordée à la décarbonisation de l'industrie de l'approvisionnement en électricité (ci-après dénommée ESI), car l'électricité est la principale source d'énergie utilisée non seulement pour la production industrielle, mais aussi pour les secteurs du chauffage et des transports. Tout en évaluant les meilleures politiques et instruments fiscaux pour la région méditerranéenne, nous nous concentrons sur l'efficacité et l'efficacité des incitations fournies. Les pays méditerranéens présentent des systèmes juridiques divers, nécessitant des approches fiscales adaptées en fonction des facteurs socio-politiques et géopolitiques. La question de savoir quelles politiques fiscales seraient les meilleures doit être répondue en considérant les motivations, les résultats attendus et le pays concerné. Parallèlement, les incitations fiscales devraient être orientées vers les « bonnes énergies renouvelables », en priorisant le soutien aux sources offrant les plus grands avantages environnementaux et sociétaux et/ou ayant le moins d'impact sur les écosystèmes locaux et les communautés (par exemple, les parcs éoliens offshore nécessitent une attention particulière aux zones marines protégées). Dans l'ensemble, pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables (ER), la préférence pour les systèmes de Tarifs de Rachat (FIT) est recommandée, en mettant l'accent sur le contrôle des prix efficace et la simplicité administrative. Reconnaisant la faisabilité politique des systèmes, l'adoption d'incitations diversifiées basées sur le marché est également essentielle, en tenant compte des variations entre les pays. L'introduction de taxes sur le carbone efficaces est encouragée, avec une couverture adaptée à la majorité des émissions de gaz à effet de serre dans chaque pays. Pour atténuer la résistance aux nouvelles taxes, leur combinaison avec des mécanismes d'incitation est proposée, ainsi qu'une exploration des avantages accessoires au-delà des objectifs principaux. Bien que l'un des points d'attention de ce chapitre ait été le cadre juridique de l'Union Européenne (UE) sur les aides d'État, car il est obligatoire pour les États membres de se conformer aux règles de l'UE en matière d'aides d'État, les systèmes d'incitations soutenus pour la production d'énergie renouvelable dans ce chapitre sont adaptés et applicables à tous les pays méditerranéens.





**Plan
Bleu**

PNUE/PAM Centre d'Activité Régionale
www.planbleu.org